

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et corrective des matériels
de restauration avec fournitures de pièces détachées
au profit du CHU de Bordeaux et du Centre
Hospitalier Charles Perrens.**

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
4.3 Délai d'exécution	6
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	8
5.3 - Achats sur catalogue hors BPU :	9
5.4 Offres promotionnelles et remises exceptionnelles :	9
5.5 - Clause butoir :	10
6 - Garanties Financières	10
7 - Avance	10
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
7.2 - Garanties financières de l'avance	10
8 - Modalités de règlement des comptes	11
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
8.2 - Présentation des demandes de paiement	11
8.3 - Délai global de paiement	11
8.4 - Paiement des cotraitants	11
8.5 - Paiement des sous-traitants	11
9 - Conditions d'exécution des prestations	12
10 - Développement durable	12
11 - Constatation de l'exécution des prestations	12
11.1 - Vérifications	12
11.2 - Décision après vérification	13
12 - Pénalités	15
12.1 - Pénalités de retard	15
12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	16
12.3 - Autres pénalités spécifiques	16
13 - Assurances	17
14 - Déclaration ou modification d'un acte de sous-traitance	17
15 - Obligations et responsabilités	17
15.1 - Responsabilité des établissements du GHT Alliance de Gironde	17
15.2 - Obligations des établissements du GHT Alliance de Gironde	17
15.3 - Responsabilités de l'entreprise prestataire	17
16 - Clause de réexamen	18
16.1 Cession du marché public :	19
16.2 - Evolution réglementaire :	19
16.3 - Evolution du parc	20
16.4 - Rupture de livraison	20
17 - Résiliation du contrat	20

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	20
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
18 - Règlement des litiges et langues	21
19 - Clauses complémentaires	21
19.1 - Clause de laïcité :	21
19.2 - Clause de réversibilité :	22
19.3 - Clause bilan semestriel des prestations réalisées :	22
20 - Dérogations	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration avec fournitures de pièces détachées au profit du CHU de Bordeaux et du Centre Hospitalier Charles Perrens.

L'établissement support du Centre Hospitalier Charles Perrens est le CHU de Bordeaux.

Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre.

Le Centre Hospitalier Charles Perrens est un établissement partie. Il doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution du CHU de Bordeaux et du Centre Hospitalier Charles Perrens sont listés en annexe 1 du CCAP.

Les lieux de livraison seront inscrits sur chaque bon de commande.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Maintenance des matériels du CHU de Bordeaux
1.a	Maintenance des matériels de production, selfs et laveries du CHU de Bordeaux pour les sites Hospitaliers Haut Lévêque, Xavier Arnozan, Saint-André, Pellegrin et la Direction Générale.
1.b	Maintenance des matériels de conditionnement des plats cuisinés du CHU de Bordeaux pour les sites hospitaliers de Haut Lévêque, Pellegrin et Saint-André.
1.c	Maintenance des matériels de production, self et laverie de l'Internat de l'Hôpital Pellegrin.
1.d	Maintenance des matériels roulants du CHU de Bordeaux pour les sites de Haut Lévêque -Xavier Arnozan - Direction Générale - Pellegrin - Saint-André.
02	Maintenance des matériels du Centre Hospitalier de Charles Perrens
2.a	Maintenance des matériels de production, selfs et laveries pour le Centre Hospitalier de Charles Perrens
2.b	Maintenance des matériels de conditionnement des plats cuisinés pour le Centre Hospitalier de Charles Perrens

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre composite s'exécute pour partie sur la base d'un prix forfaitaire et pour partie sur la base de bons de commande issus du bordereau des prix unitaires.

Pour la partie à bons de commande, l'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné peuvent être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG - FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations ;

Annexe 2 : Liste comptables assignataires - Trésoriers GHT Alliance de Gironde

- Le bordereau des prix unitaires (pour les lots rémunérés à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots rémunérés à prix forfaitaires)

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :

Annexe 1 : Liste des Établissements du GHT Alliance de Gironde ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :

Annexe 1 : Liste pièces détachées - LOT 1.A et 1.B

Annexe 1 : Liste pièces détachées - LOT 2.A et 2.B

Annexe 2 : LOT 1A - 1B - 1C - 1D - Récapitulatif matériel

Annexe 2 : LOT 2A - 2B - Récapitulatif matériel

Annexe 3 : AFO09438_Energies

Annexe 4 : MECAPACK 12009438001

Annexe 5 : Notice O'2500 Raccordement

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

- Trame de mémoire technique et son annexe :

Annexe 1 : Liste des pièces détachées complémentaires

- Catalogue prix fournisseur.

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'offre technique du titulaire, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (Cf. article pièces contractuelles du présent document) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité par telles que prévues dans le CCTP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre est également reconduit tacitement et de manière anticipée dans l'hypothèse où le montant maximum de la période est atteint avant la fin de cette dernière.

4.3 Délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Les délais d'exécution sont fixés de la manière suivante :

- L'urgence sera définie lors de l'appel téléphonique par le responsable de la maintenance. Dans tous les cas, une panne induisant l'arrêt d'au moins 25 % d'une famille d'équipement (appareils de même fonction) sera considérée comme urgente.

PRESTATION 1 :

A la réception du bon de commande valant ordre de service et suivant le plan de maintenance, le titulaire prendra contact avec le responsable de la maintenance afin d'établir un calendrier des interventions de maintenance préventive qui sera validé par l'ingénieur du service. Les dates fixées ont une latitude d'exécution d'une semaine.

PRESTATIONS 2 ET 3 :

Les pannes sont divisées en trois catégories

✓ Très Urgent :

Prise en compte et intervention de la demande dans un délai d'une heure (comprenant l'envoi du devis pour la prestation 3) à compter d'un appel téléphonique confirmé par mail les jours ouvrables y compris les jours fériés sauf les week-ends à l'exception des pannes sur les lave-vaisselles, le tunnel de lavage, la chaîne de conditionnement ainsi que l'intégralité du système de désinfection de la cuisine (centrale de canon à mousse, tuyauterie et stations associées) qui elles seront prises en compte du lundi au dimanche inclus.

Exemple de panne (liste non exhaustive) :

- Pannes appareils frigorifiques avec conservation de denrées périssables.
- Pannes liées aux équipements stratégiques
- Fuites à partir du raccordement de l'appareil

→ Pannes sur appareils présentant un danger pour les biens et les personnes et qui ne peuvent être isolés par l'établissement du GHT Alliance Gironde.

→ Pannes pouvant entraîner l'arrêt total de la production d'un secteur.

✓ Urgent :

Prise en compte et intervention de la demande dans un délai 12 heures (comprenant l'envoi du devis pour la prestation 3) à compter d'un appel téléphonique confirmé par mail les jours ouvrables y compris les jours fériés sauf les week-ends à l'exception des pannes sur les lave-vaisselles, le tunnel de lavage, la chaîne de conditionnement ainsi que l'intégralité du système de désinfection de la cuisine (centrale de canon à mousse, tuyauterie et stations associées).

Exemple de panne (liste non exhaustive) :

→ Panne entraînant de grosses perturbations dans la production ou le fonctionnement de la cuisine.

→ Pannes liées aux équipements sensibles

✓ Non Urgent :

Prise en compte et intervention de la demande dans un délai de quarante-huit heures (comprenant l'envoi du devis pour la prestation 3) à compter d'un appel téléphonique confirmé par mail week-end et jour férié non compris.

Le délai de remise en ordre de marche maximum pour pannes très urgentes et urgentes à réception d'un appel téléphonique confirmé par mail ou par fax par le titulaire est fixé à 24 heures. Il court à compter de la date de réception par le titulaire d'un appel téléphonique confirmé par mail ou par fax. Le délai applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le bordereau de prix si celui-ci est inférieur au délai précité.

Le délai de remise en ordre de marche maximum pour pannes non urgentes à réception d'un appel téléphonique confirmé par mail ou par fax par le titulaire est fixé à 5 jours ouvrables*. Il court à compter de la date de réception par le titulaire d'un appel téléphonique confirmé par mail ou par fax. Le délai applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le bordereau de prix si celui-ci est inférieur au délai précité.

Toutefois dans le cadre d'une maintenance d'un équipement d'un niveau de criticité « COURANT », le CHU de Bordeaux et le Centre Hospitalier Charles Perrens accordent au titulaire de l'accord cadre un délai de remise en ordre de marche équivalent aux délais de livraison maximum des pièces détachées plus 5 jours ouvrables.

Pour la prestation 2, il ne sera pas fait de majoration dans le cas d'une prise en charge de dépannage dépassant les heures ouvrables du soumissionnaire. La prise en charge d'un dépannage urgent étant incluse dans le dépannage forfaitaire.

Il ne sera pas fait de majoration dans le cas d'une prise en charge de dépannage dépassant les heures ouvrables du soumissionnaire.

Que ce soit dans le cadre de la prestation 1, 2 ou 3 et pour les lots 1 et 2, si le titulaire n'est pas en mesure de réparer le matériel dans les délais indiqués, ce dernier s'engage à fournir un matériel équivalent.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

PRESTATIONS 1 ET 2

Les prix de l'accord-cadre pour les prestations 1 et 2 sont forfaitaires et définitifs.

PRESTATIONS 3

Les prix de l'accord-cadre pour les prestations 3 sont unitaires et définitifs applicables aux quantités réellement exécutées.

PRESTATION 1 : MAINTENANCE PREVENTIVE FORFAITAIRE SUR SITE

Les prix de la maintenance préventive comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la main d'œuvre,
- les frais de déplacement,
- les pièces détachées et les frais de livraison, si la procédure en comprend,
- les mises à jour logicielles sans ajout de nouvelles fonctionnalités le cas échéant,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

PRESTATION 2 : MAINTENANCE CORRECTIVE FORFAITAIRE SUR SITE

Les prix de la maintenance corrective comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la garantie,
- la main d'œuvre,
- les frais de déplacement,
- les pièces détachées ainsi que les frais de livraison de ces dernières le cas échéant,
- l'accès à la hotline le cas échéant,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

PRESTATION 3 : MAINTENANCE CORRECTIVE A L'ATTACHEMENT SUR SITE

Les prix de la maintenance corrective comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la garantie,
- les frais de livraison le cas échéant,
- l'accès à la hotline le cas échéant,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse. La révision doit être transmise au pouvoir adjudicateur 1 mois avant la date anniversaire.

La date d'anniversaire est la date de notification du contrat. Toute révision doit, pour être valable, être accompagnée des pièces justificatives.

La nouvelle proposition financière devra faire apparaître les prix de l'accord-cadre de chaque produit ou des prestations du marché. Le montant de la révision s'apprécie en comparant les prix ligne par ligne du BPU et de la DPGF avec les prix révisés.

Tant que le CHU de Bordeaux n'aura pas reçu et validé les prix, les anciens prix resteront applicables. Cette révision n'affectera pas les paiements des commandes en cours d'exécution.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Pour tous les lots :

Formules
$C_n = 20.0\% + 80.0\% [(0.75 \text{ ICHT-IME } (n) / \text{ ICHT-IME } (o)) + (0.25 \text{ FSD1 } (n) / \text{ FSD1 } (o))]$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire notifiera au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, dans un délai minimum d'un mois précédant la date de révision de prix le nouveau bordereau de prix. Dans le cas contraire, les anciens tarifs seront appliqués.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Pour tous les lots :

Code	Libellé
FSD1	Frais et services divers - modèle de référence n° 1
FSD1	Frais et services divers - modèle de référence n° 1
ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques -coût horaire du travail
ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques -coût horaire du travail

5.3 - Achats sur catalogue hors BPU :

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au BPU mais présentes sur le catalogue des pièces détachées et correspondantes à l'objet de l'accord-cadre. Le montant total des achats effectués hors BPU ne pourra en aucun cas dépasser 10 % du montant maximum de l'accord-cadre.

Le pourcentage de remise minimum applicable sur les pièces détachées et accessoires sera celui indiqué dans le bordereau de prix unitaires.

En l'absence de pourcentage de remise dans l'offre du titulaire, le taux de remise est équivalent à zéro pourcent.

5.4 Offres promotionnelles et remises exceptionnelles :

Le prestataire peut proposer des prix promotionnels. Il adresse à chaque établissement que ce soit support ou partie sa proposition par tout moyen permettant de lui donner une date certaine. Il donne toutes

précisions utiles et notamment la durée de validité de l'offre, la désignation précise des prestations concernées par la promotion.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

5.5 - Clause butoir :

L'évolution annuelle du prix serait limitée à une augmentation de **5 % maximum**.

Dans le cas où le taux de révision des prix est supérieur à la clause butoir, le pouvoir adjudicateur de l'établissement aura la possibilité de négocier et si nécessaire valider cette hausse par voie d'avenant.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute facture doit être accompagnée du ou des rapports d'interventions. En l'absence de ce rapport d'intervention, la facture ne pourra être réglée et sera retournée au titulaire.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019 (CHU de Bordeaux) :
 - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Saint-André : 263 305 823 000 35 ;
 - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Pellegrin : 263 305 823 000 76 ;
 - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Haut-Lévêque : 263 305 823 000 68
 - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Xavier-Arnoz : 263 305 823 000 92
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330584900014 (CH Charles Perrens) ;

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

Cf. Annexe 1 du CCAP

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

La formation (de premier niveau) au personnel sur l'utilisation des divers équipements en cas de modification significative du protocole d'utilisation après l'intervention de maintenance (exemple : nouveau mode d'utilisation, nouvelles fonctionnalités de l'équipement, changement important de manipulation de l'équipement, etc. Cette liste est non exhaustive)

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle portant sur les équipements et systèmes, objet du contrat (fournir les attestations de formation).

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'évacuation des cartons et autres emballages et le nettoyage des équipements après intervention.

Pour les emballages, les CCAG imposent l'usage de matériaux réutilisables, recyclés, recyclables. Des exceptions sont prévues pour certains produits soumis à des normes sanitaires (denrées alimentaires...).

Il est recommandé de préciser les justificatifs à fournir par le titulaire, et d'engager un dialogue en cas de contraintes particulières. L'acheteur peut aussi définir des objectifs chiffrés de réduction.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment dans les conditions suivantes :

Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché public sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché public.

Les opérations de vérifications sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché public. A défaut d'indication dans le marché public, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le marché public et/ou le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché public et/ou des bons de commande.

Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché public, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG - FCS le point de départ de la présentation, en vue de ces vérifications est la date de remise du rapport d'intervention au pouvoir adjudicateur :

- pour les prestations relatives à la maintenance préventive,
- pour les prestations relatives à la maintenance corrective,

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG - FCS, le pouvoir adjudicateur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou tout autre lieu désigné par lui, le point de départ est la date de remise du rapport d'intervention.

Si aucune décision n'est notifiée, ces services sont réputés admis le jour de leur exécution.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. »

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché public, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Admission, Ajournement, Réfaction et Rejet :

Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, l'admission des prestations de maintenance :

- préventive prend effet à la date de validation par le représentant du site concerné, du rapport d'intervention de maintenance et de la mise à jour des rapports de maintenance relatifs à l'installation concernée ;
- corrective prend effet à la date de Remise en Ordre de Marche (ROM) de l'installation concernée, après avoir effectués les tests nécessaires et validée par le représentant du site concerné.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

Transfert de propriété :

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. »

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard de remise du planning annuel de maintenance	Journalière	20,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur. Le livrable est à communiquer dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent marché pour la première période, et à la date anniversaire pour les périodes suivantes.
Non-respect des délais prévus pour les P1 / 2 / 3	Journalière	150,00 € HT	Retard dans le délai d'intervention après signalement d'une panne par l'établissement.
Non-respect des délais de remise en état des équipements des lots 1B, et 2B	Journalière	300€ HT	Si le titulaire n'est pas en capacité de mettre à disposition un équipement équivalent à la disposition de l'établissement et qu'il n'est pas en mesure de remettre en état ledit équipement, alors il s'expose à l'application de ladite pénalités.
Non-respect des interventions programmées de maintenance préventive	Journalière	100,00 € HT	Dans le cas où le titulaire n'a pas informé le pouvoir adjudicateur, dans un délai raisonnable, du report de l'intervention, le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le cas où l'absence du titulaire entraîne une reprogrammation de la maintenance, le surcoût correspondant pourra être supporté par le titulaire.
Non présentation du livret de maintenance	Journalière	80,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour chaque livret non remis par jour de retard à compter de la date de remise du compte-rendu d'intervention.
Non présentation compte rendu d'intervention	Journalière	50,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour chaque compte rendu non remis par jour de retard à compter de la date de remise du compte-rendu d'intervention.
Non présentation d'un devis pour des prestations intégrant le cadre de la prestation 3	Journalière	20,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour chaque devis non remis par jour de retard à compter de la date de sollicitation par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné et elles sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise en état d'un signalement établi par un organisme de contrôle	Journalière	150,00 € HT	Si, après la venue d'un organisme de contrôle, une non-conformité n'est pas remise en ordre dans les délais attendus.
Non-respect de la clause de réversibilité (Lots 1.A et Lot 1.D)	Forfaitaire	1 000,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité en cas de non-respect de la clause de réversibilité.
Non-respect de la clause de réversibilité (Lots 1.B, 1.C, 2.A et 2.B)	Forfaitaire	500,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité en cas de non-respect de la clause de réversibilité.
Perte de denrée alimentaire	Forfaitaire	200,00 € HT	Si une machine tombe en panne et n'est pas réparée dans les délais prévus, que la production alimentaire doit être jetée.
Absence de signalement d'incident prévisible	Frais réel de remise en état	Frais réel de remise en état	Si le titulaire constate un incident prévisible mais qu'il n'en informe pas l'établissement du GHT.
Non présentation des rapports mensuels / annuels	Par pièce manquante	50,00 € HT	Sans justificatif ou information préalable de la part du Titulaire.
Remise en état du parc en fin de contrat	Par manquement	70,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la pénalité suivante en cas de non remis en état d'un élément en fin de contrat et/ou en cas de refus d'intervention non justifié si ce dernier n'est pas retenu lors de la prochaine consultation.
Absence de signalement d'un appareil vétuste/ qui ne respecte pas la réglementation ou que le coût de remplacement d'une pièce est supérieur à la valeur de la machine	Frais réel de remise en état	Frais réel de remise en état	Si le titulaire constate que la machine n'est plus aux normes réglementaires ou que le remplacement d'une pièces détachées est supérieur au remplacement de la machine dans sa totalité et qu'il n'en informe pas l'établissement du GHT. Par constat d'absence de signalement.
Non-respect des règles d'hygiène et sécuritaire	Forfaitaire	300,00 €	Non-respect des règles d'hygiène et sécuritaire

Les pénalités énoncées ci-dessus sont applicables sans mise en demeure préalable.

Le montant total de ces pénalités n'est pas plafonné.
Il n'est prévu aucune exonération à l'application de ces pénalités.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Déclaration ou modification d'un acte de sous-traitance

Il appartient au titulaire du lot concerné d'adresser au pouvoir adjudicateur la déclaration de sous-traitance ou toute modification, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.
Ce dernier sera responsable de tout agissement et/ou manquement de la part de ses sous-traitants.

15 - Obligations et responsabilités

15.1 - Responsabilité des établissements du GHT Alliance de Gironde

Les établissements du GHT Alliance de Gironde s'engagent à respecter les conditions de sécurité exigées par la législation en vigueur et à laisser le personnel du titulaire accéder aux locaux et aux installations dans le cadre des règlements des établissements du GHT alliance de Gironde.

Les établissements du GHT Alliance de Gironde fourniront au personnel technique du Titulaire tous les renseignements utiles au bon accomplissement de sa mission.

15.2 - Obligations des établissements du GHT Alliance de Gironde

Les établissements du GHT Alliance de Gironde s'engagent à utiliser l'ensemble des équipements dans les conditions normales et dans le respect des consignes reçues du constructeur.

Les établissements du GHT Alliance de Gironde s'engagent à assurer à leurs frais, les travaux de génie civil sur les bâtiments abritant les installations.

Les établissements du GHT Alliance de Gironde s'engagent à fournir au Titulaire, à ses frais, l'eau et l'électricité, le gaz nécessaire au fonctionnement normal des installations.

15.3 - Responsabilités de l'entreprise prestataire

Le Titulaire exécutera les opérations définies au présent CCTP avec l'effectif et l'assistance technique d'entreprises spécialisées qu'il jugera nécessaire et assurera à ce titre l'entière responsabilité, à l'égard des établissements du GHT Alliance de Gironde, de ses préposés comme celle des spécialistes et sous-traitants auxquels il aura fait appel.

Elles contracteront à ce point de vue, toutes assurances nécessaires pour les couvertures des différents risques.

Le Titulaire assurera tous recours contre les constructeurs pour le compte des établissements du GHT Alliance de Gironde pour le matériel sous garantie, pour autant que ce matériel ait été installé par ses soins.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable de ses employés et ses sous-traitants pour des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Il prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accident, incendie, explosion, vols, dégâts des eaux, etc....) découlant de l'exploitation qu'il assure.

A cet effet, il doit contracter une assurance prenant effet à la date du début d'exécution du marché. L'attestation de cette assurance sera fournie lors de la remise de son offre.

Sont exclus de sa responsabilité, sous bénéfice que le Titulaire en apporte la preuve, les dommages dus à l'intervention d'un tiers que le Titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Si les installations et leurs locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le Titulaire doit le signaler à l'établissement du GHT Alliance de Gironde qui est de les rendre conformes à cette réglementation.

Toutes les modifications de structure de l'installation durant le contrat, feront l'objet d'une demande préalable auprès de l'établissement du GHT Alliance de Gironde et d'une mise à jour des plans. Les plans modifiés seront remis à l'établissement du GHT Alliance de Gironde.

Le Titulaire devra se soumettre aux contraintes en matière de sécurité incendie, de protection des personnes et des réglementations en vigueur dans l'établissement où il intervient.

Le titulaire s'engage à fournir au Service de Sécurité la nature et les quantités de produits susceptibles d'être entreposés pour l'entretien des installations. Si le Titulaire utilise pour une intervention un poste à soudure, elle devra être en possession du permis de feu délivré par le Service de Sécurité.

A la date de notification du marché et de sa mise en application, un plan de prévention et de sécurité devra être établi entre le détenteur du marché et les établissements du GHT Alliance de Gironde conformément au décret en vigueur.

Le personnel du Titulaire sera équipé de vêtements de travail qui feront apparaître clairement le sigle de l'entreprise.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

16.1 Cession du marché public :

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur de l'Établissement.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation des fournitures objet du marché serait transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

16.2 - Evolution réglementaire :

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du présent accord cadre, le titulaire pourra proposer une modification des pièces détachées de son offre initiale, l'établissement se réservant le droit de suite. Le prix des pièces détachées modifiées ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché public en application du présent CCP.

Arrêt de fabrication ou de commercialisation des pièces détachées objets des marchés ou de leurs pièces détachées de substitution. Le titulaire propose de délivrer une pièce détachée de technologie ou de catégorie supérieure à celle(s) prévue(s) dans le présent accord cadre. Le prix de la pièce détachée de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans l'accord cadre en application du présent CCP.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de recourir aux dispositions du présent CCP.

Dans tous ces cas, le titulaire doit informer par écrit le CHU de Bordeaux dans les meilleurs délais et obtenir son accord préalable écrit avant toute substitution.

Cet accord préalable, daté et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, sera matérialisé, soit par retour de télécopie, soit par retour de courriel ou courrier simple.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution, également appelés « produits de remplacement ».

16.3 - Evolution du parc

Dans l'hypothèse où un équipement aurait été acquis en cours d'exécution de l'accord-cadre, et venait à voir sa garantie expirer alors que l'accord-cadre est encore en cours d'exécution, les parties se réuniront afin de procéder à l'ajout de cet équipement dans le périmètre de l'accord-cadre et de définir les conditions de mise en œuvre de cet ajout, notamment financières.

Il ne pourra s'agir que d'équipements de marque identique à ceux compris dans l'accord-cadre et qui auront été acquis par le CHU de Bordeaux et le Centre Hospitalier Charles Perrens, identifié comme étant partie à l'accord-cadre.

Dans le cas où il s'agirait d'une marque différente des autres équipements, le Titulaire devra fournir les documents et attestations nécessaires pour justifier de sa capacité à maintenir les équipements.

Cet accord fera l'objet d'un avenant.

Il se peut également que des équipements soient retirés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

16.4 - Rupture de livraison

Dans le cas où la pièce détachée ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera obligatoirement le pouvoir adjudicateur par téléphone ou courriel sous un délai de vingt-quatre (24) heures maximums.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG - FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

Avec Résiliation

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Sans Résiliation

Si le titulaire n'exécute pas une prestation prévue, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir

adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans ce cadre, l'acheteur fera procéder par tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire des prestations sans mise en demeure.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clauses complémentaires

19.1 - Clause de laïcité :

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.
L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

19.2 - Clause de réversibilité :

La période de transition est la période pendant laquelle le pouvoir adjudicateur procède au transfert de responsabilité technique des fonctions exécutées par lui ou par un tiers prestataire dont le marché public arrive à échéance, au titulaire du nouveau marché public.

La période de transition est fixée à 1 (UN) mois. Elle débute à la date de notification du nouveau marché public. Le transfert de compétences porte sur :

- Informations sur les intervenants et les interventions menées,
- Analyse des dysfonctionnements les plus courants,
- Liste des actions en cours,
- Revue de la documentation,
- Utilisation des outils,

Le titulaire doit restituer les éléments suivants :

- Documentation du périmètre de la prestation,
- Clefs et code d'accès aux établissements.

19.3 - Clause bilan semestriel des prestations réalisées :

Le titulaire s'engage à transmettre au coordonnateur deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier (N+1) pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit la date de début et la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- Numéro de marché
- Les données réalisées de tous les établissements bénéficiaires du marché,
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2025 - 30/06/2025 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur_N° du marché_S12026 (pour 1er semestre 2026).

Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse :

bilan.statistiques.p2h@chu-bordeaux.fr

20 - Dérogations

- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (Constatation de l'exécution des prestations - Vérifications) ;
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (Constatation de l'exécution des prestations -Vérifications) ;
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (Constatation de l'exécution des prestations -Décisions après vérifications) ;

- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (Pénalités - Pénalités de retard) ;
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures courantes et services (Pénalités - Pénalités de retard).
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (Résiliation du contrat).